

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 36 (1989)
Heft: 7-8

Werbung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

1983 estime le nombre de femmes, dont les organisations de protection civile des communes ont besoin, à quelque 100 000 à 110 000. Une enquête conduite en 1986 auprès des communes a révélé que 15 000 femmes environ accomplissent un service volontaire dans la PC (évaluation précédente 20 000).

Leur pourcentage dans les organisations de protection civile des communes est très variable. On peut en conclure que la participation des femmes dans la protection civile dépend essentiellement des circonstances et des influences locales. En revanche, on ne peut pas déduire une relation évidente entre la situation des communes – qu'elles soient rurales, qu'elles se situent dans des agglomérations ou qu'il s'agisse de villes – et le pourcentage des femmes participant à leur organisation de protection civile. Il est cependant démontré que ce pourcentage est faible lorsque le niveau général de l'organisation et de l'instruction de la protection civile des lieux est bas.

Les femmes participant à la protection civile sont incorporées comme il suit (en pour-cent):

54	(16)	dans le service sanitaire
19	(29)	dans le service polyvalent (y compris dans les organismes d'abri)
9	(7,5)	dans le service des transmissions
5,5	(4,5)	dans le service de ravitaillement
3,4	(3,5)	dans le service de renseignements
9	(39,5)	dans divers autres services
100	(100)	

(Les chiffres entre parenthèses indiquent la répartition proportionnelle des hommes.)

Plus de la moitié des femmes engagées dans les services de la protection civile sont incorporées dans le service sanitaire. Vient en deuxième position le

service polyvalent qui comprend les organismes d'abri. Il convient cependant de tenir compte du fait que ce service n'existe que depuis 1979 et que l'instruction y relative, en particulier celle de chef d'abri, n'a été possible que depuis 1980/1981. Pour les 39,5% des hommes incorporés dans les divers services, il y a lieu de relever que 22% le sont dans le service de pionniers et de lutte contre le feu.

Les femmes de la PCi sont engagées aux titres suivants (en pour-cent):

39	(48)	au niveau de la troupe (degré de fonction 10)
41	(35)	en tant que cadres inférieurs (degrés de fonction 8 et 9)
17	(13)	en tant que cadres moyens (degrés de fonction 6 et 7)
3	(4)	en tant que cadres supérieurs (degrés de fonction 1 à 5)
100	(100)	

(Les chiffres entre parenthèses indiquent la répartition proportionnelle des hommes.)

Comparativement aux hommes, les femmes sont proportionnellement très bien représentées dans les fonctions de cadres inférieurs et moyens. Dans les fonctions de cadres supérieurs, surtout s'agissant des chefs de service, le pourcentage des femmes correspond à celui des hommes.

Causes de la participation encore trop faible des femmes dans la protection civile

La population suisse est encore insuffisamment informée sur les possibilités de la protection civile (attribution des places protégées, occupation des abris, séjour d'abri, etc). Ce manque d'information a pour conséquence que les gens ne savent guère quelles sont les virtualités de secours et de protection offertes par la protection civile en cas de catastrophe ou de crise. Par ailleurs, certains

groupes de population rejettent résolument toute forme de participation à la défense générale et, par conséquent, également à la protection civile.

L'attribution traditionnelle des rôles à l'homme et à la femme ainsi qu'un manque d'information concernant les possibilités d'engagement des femmes dans la protection civile affermissent trop souvent les suisses et les suisses dans leur idée selon laquelle la protection civile est une affaire d'hommes.

Il y a également des organisations de protection civile qui, pour des motifs divers, ne sont pas intéressées par le service féminin volontaire. Des offices communaux de la protection civile refusent des femmes qui s'annoncent, en prétextant qu'elles sont insuffisamment capables ou formées. Ils estiment en effet que l'instruction des hommes astreints à servir dans la protection civile doit avoir le pas sur celle des femmes engagées volontaires. Les motifs ci-dessus ne sont parfois invoqués que comme mauvais prétextes.

Une partie des organisations de la protection civile ne tiennent pas suffisamment compte des conditions professionnelles et d'autres encore des femmes lors de leur incorporation ou de leur instruction.

Pour une partie de la population, l'image de la protection civile laisse encore actuellement à désirer. Cette manifestation provient surtout des services fournis en matière d'instruction, dans le cadre des organisations de protection civile des communes (les fameux exercices!), mais également de la participation insatisfaisante des organisations de protection civile dans les exercices combinés de grande envergure. En fait, l'élaboration, la préparation et la direction des exercices sont bien souvent lacuneuses. Les impressions mitigées que retirent les hommes astreints à servir dans ce genre d'instruction, impressions qu'ils rapportent à leur domicile, peuvent contribuer à démotiver les femmes qui seraient intéressées par la protection civile. ▀

Schutzraumliege-System MV3

BZS schockgeprüft

für Schutzräume bis 200 Schutzplätze

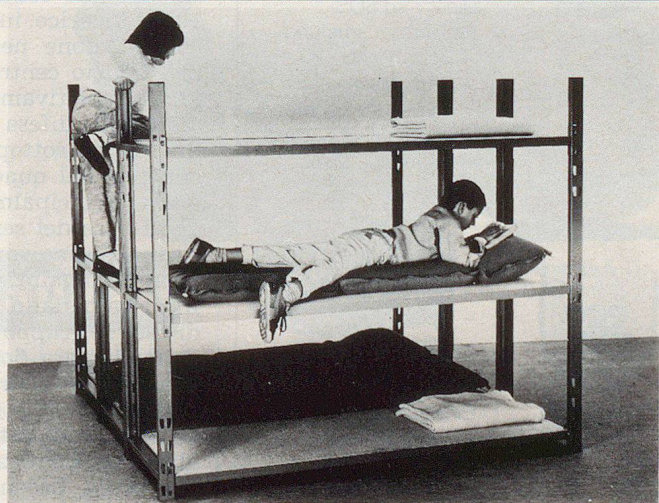
3er-Schutzraumliegestelle MV3 292.60

6er-Schutzraumliegestelle MV3 611.20

9er-Schutzraumliegestelle MV3 929.80

VARGA AG Metallwarenfabrikation

Chamerstr. 14 6343 Rotkreuz Tel. 042-64 12 89



La donna nella protezione civile

La questione se integrare le donne nella protezione civile non è nuova. Essa è stata oggetto di forti divergenze quando nella metà degli anni '50 si poneva la questione di integrare nella Costituzione federale il principio dell'obbligo per uomini e donne di servire nella protezione civile. A causa dell'obbligatorio femminile non andò in porto la votazione popolare concernente la protezione civile del 3 marzo 1957 (389 000 no, 361 000 sì). Il nuovo articolo costituzionale 22^{bis} è stato poi accettato nella votazione popolare del 24 maggio 1959 (381 000 sì, 231 000 no) dopo che l'obbligatorio femminile è stato abbandonato.

Basandosi sull'articolo 37 della legge sulla protezione civile del 23 marzo 1962 le donne e le ragazze dopo il compimento del 16° anno di età possono d'ora in poi assumere volontariamente l'obbligo di servire nella protezione civile. Di questa possibilità ne fanno uso ca. 15 000 donne.

H. Heinzmann, lic. in scienze econ. e comm.,
vicedirettore UFPC

La discussione sull'incremento della partecipazione delle donne nella protezione civile rispettivamente nella difesa integrata è stata nuovamente riaccesa negli anni '70 e '80 con i seguenti fatti:

- Introduzione del diritto al voto delle donne sul piano federale nell'anno 1971
- Approvazione delle disposizioni costituzionali sugli stessi diritti per uomo e donna nell'anno 1971
- Nuovo diritto matrimoniale (1988)
- Rapporto del Consiglio federale sulla politica di sicurezza della Svizzera (concezione di difesa integrata) e

rapporto intermedio sulla politica di sicurezza del 1973 rispettivamente 1979

- Rapporto del Consiglio federale sulla concezione della protezione civile del 1971 e rapporto intermedio sul livello della protezione civile del 1983 come pure rapporto del gruppo di lavoro «Impegno nella protezione civile come soccorso urgente» del dicembre 1987
- Pubblicazione del progetto preliminare di una Costituzione federale riesaminata totalmente nell'anno 1977, nella quale si prevedeva la possibilità di un obbligo di servizio delle donne nel quadro della difesa integrata.

Dopo vari tentativi parlamentari come pure ripetuti stimoli dalle organizzazioni femminili il Dipartimento militare federale ha dato l'incarico per uno studio sui problemi della preparazione e formazione della donna in situazioni straordinarie come pure la sua collaborazione nei settori della difesa integrata. La signora Andrée Weitzel di conseguenza ha fornito uno studio con il titolo «La collaborazione della donna nella difesa integrata», il quale nel 1982 sotto la direzione della Dottorressa R. Meyer è stato rielaborato sotto forma di consultazione (otto modelli di soluzioni).

Il Consiglio federale ha dato poi nel 1985 l'incarico, in base ai risultati della consultazione nel frattempo eseguita nell'Ufficio centrale della difesa integrata rispettivamente nello stato maggiore della difesa (organi direttivi della difesa) di sottoporli delle proposte concrete nel quadro della difesa integrata. Principalmente si deve partire dalla base del servizio volontario, con riserva di una variante con una formazione obbligatoria nei singoli settori. Incaricato dallo stato maggiore della difesa, il gruppo di lavoro presieduto dalla Signora dottorressa R. Meyer ha consegnato la sua relazione finale nel aprile 1987.

La relazione parte da un'analisi dettagliata della situazione nei diversi settori e cerca, basandosi sui dati politici,

legali, economici e finanziari esistenti, di indicare le mosse a breve, media e lunga scadenza realizzabili in vista delle condizioni finali: Sono stati necessari dei continui sforzi, per mantenere il livello di preparazione, per adattarlo alle nuove cognizioni e per coprire delle lacune esistenti.

Il 20 gennaio 1988 il Consiglio federale ha preso conoscenza di questo nuovo rapporto e ha incaricato gli organi direttivi della difesa,

- di proporre al Consiglio federale delle misure, per incrementare la collaborazione delle donne in tutti i settori della difesa integrata; facendo questo si doveva partire da una base volontaria;
- di continuare con l'elaborazione della questione per la gestione di una formazione base delle donne nelle situazioni d'urgenza e di crisi, e di fornire al Consiglio federale una relazione rispettiva;
- di assicurare la coordinazione dell'elaborazione di misure per la collaborazione della donna nella difesa integrata.

A questo scopo nel frattempo è stato formato un comitato direttivo «La donna nella difesa integrata» composto ognuno da un rappresentante del BAK, dell'UFPC, del KSD, del MFD, del BWL e del ZGV, sotto la direzione della Dottorressa R. Meyer con l'incarico di assicurare la coordinazione di tutti gli sforzi per una maggiore collaborazione delle donne nella difesa ed in collegamento con una commissione consulente di approfondire le questioni nei singoli settori e di proporre delle soluzioni realizzabili per l'introduzione delle donne in questi settori. L'ufficio di coordinazione «La donna nella difesa integrata» è incaricato della direzione della segreteria del comitato direttivo.

Domande specifiche sulla protezione civile

Nel quadro della protezione civile si tratta in special modo, di commutare in una forma adatta il catalogo di misure presentato nel rapporto dell'aprile 1987. È importante che le misure proposte vengano elaborate in stretta collaborazione con i cantoni ed i comuni, essendo questi ultimi, secondo la legislazione attuale, i maggiori responsabili della protezione civile (delle soluzioni differenti a seconda delle condizioni locali).

Nella relazione intermedia del Consiglio federale concernente la protezione civile del gennaio 1983 la necessità di collaborazione delle donne nelle organizzazioni di protezione civile dei comuni è stata fissata a 100 000 fino a 110 000. Un'inchiesta eseguita nell'anno 1986 presso i comuni ha dimostrato che circa 15 000 donne prestano volontariamente servizio nella protezione civile (valutazioni precedenti 20 000). ▀

In Sekundenschnelle 12 Werkzeuge zur Hand

Die 2,7 kg SOS-
Rettungsausrüstung

- Beil
- Brecheisen
- schwerer Hammer
- Blechaufschneider
- Säge für Metall
- Säge für Holz
- Messer
- Hammer
- Meissel
- Spaten
- Spitzhake
- Winkeleisen

Brevo AG

Einsiedlerstrasse 138
8812 Horgen
Tel. 01 725 42 01

